

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



Communiqué de presse du 6 avril 2020

La proximité alimentaire est un impératif absolu

L'épidémie mondiale de Covid19 et les mesures de confinement qu'elle impose, dont nul ne peut prédire la durée, nous rappellent l'extrême fragilité de notre chaîne alimentaire en produits frais et notamment en fruits et légumes, dont l'approvisionnement dépend bien trop souvent de producteurs espagnols, italiens, nord-africains, mais aussi de pays beaucoup plus lointains.

Le risque est grand d'une rupture de certains des maillons de la chaîne alimentaire : par exemple, les quarantaines pourraient causer un manque de chauffeurs pour les dizaines de milliers de camions qui, comme l'impose le système jusque là dominant, traversent toute la France pour rejoindre Rungis. Sans parler des produits venant de la planète entière par fret aérien qui risquent de ne plus être accessibles. Or les étalages de nos magasins se vident d'autant plus rapidement que la grande distribution fonctionne à flux tendus, avec des stocks limités.

Nous savons que l'autonomie alimentaire des grandes villes se limite à trois jours d'approvisionnement, et toutes les paroles rassurantes du monde (« il n'y aura pas de pénurie ») ressemblent plus à une incantation qu'à une vraie conscience de la réalité.

La pandémie qui nous frappe est un révélateur du système mondialisé défaillant. Nous le voyons dans tous les domaines ; comment avons-nous pu penser que les masques des soignants, comme nos médicaments, devaient être fabriqués à l'autre bout du monde ? Les pénuries qui s'annoncent imposent, de l'aveu même du pouvoir, une réduction de cette dépendance : produire français ou européen dans tous les domaines stratégiques ; l'autonomie alimentaire du pays et de ses villes doit être une part de ce défi. Ce dont a récemment convenu le ministre de l'agriculture.

En réalité, les seuls approvisionnements stables sont *les approvisionnements de proximité*. On en veut pour preuve la fréquentation accrue des magasins de producteurs et des ventes directes à la ferme depuis le début de la crise : les consommateurs découvrent tous les avantages des circuits courts pour la production et la distribution. Pourquoi ne pas les rendre pérennes alors même que nous savons que des crises aussi violentes – sinon plus – sont devant nous... notamment à cause du changement climatique que, d'ailleurs, cette agriculture de proximité a également pour effet de combattre avec efficacité. C'est, semble-t-il, une des leçons tirées par Emmanuel Macron dans son discours du 12 mars dernier : *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie*. La déclaration récente du Ministère de l'Agriculture va dans le même sens : **« Cette crise nous démontre la nécessité d'accélérer la transition écologique et de relocaliser les productions pour garantir la sécurité alimentaire européenne »**.

Déjà, plusieurs métropoles européennes (Barcelone, Milan, Liège) ou nord-américaines (Montréal, Détroit) se sont dotées d'une agriculture qui s'intègre dans l'urbanisme. En France, des municipalités comme Paris - avec son projet Agriparis – ou des associations – comme CARMA qui propose *« d'imaginer qu'en Pays de France, on cultive en fruits et légumes et en céréales des produits sains et à prix raisonnables à destination des villes alentour, parce qu'on a réussi à y maintenir des terres agricoles, plutôt que de les soumettre à la spéculation immobilière »* deviennent indispensables.

Dans ce contexte à la fois local, national et international, la lutte pour le maintien de la vocation agricole des terres de Gonesse à 15 kms de la capitale prend tout son sens. Comment les autorités peuvent-elles envisager de lotir ces riches terres agricoles dont nous avons un besoin impérieux pour nourrir tout le Nord Est de l'agglomération parisienne, en fruits et légumes, qui ne seront pas, eux, abreuvés de pesticides ni de conservateurs pour être entreposés pendant des jours voire des semaines... puisqu'ils n'auront besoin, s'ils sont produits sur place, ni de parcourir des milliers de kilomètres dans des milliers de camions polluants ni d'être stockés trop longtemps.

Nous réclamons que les terres du triangle de Gonesse retrouvent leur vocation nourricière historique et ne soient pas sacrifiées pour accueillir un énième pôle de bureaux ou de logistique déjà sur-représentés dans notre région. La solution que nous défendons est tout à fait raisonnable, simple, efficace, bien moins coûteuse, et surtout PERENNE. Afin que, tous, nous du Pays de France puissions bénéficier de produits frais et bons pour la santé. Ceci n'est évidemment pas une option de fermeture sur soi mais une solution mondiale à bien des

catastrophes : on sait que l'impossibilité, pour se nourrir, de cultiver leurs terres proches, a conduit à de terribles famines dans nombre de pays africains...

Soyons capables de tirer les leçons de la crise sanitaire et d'arrêter, tant qu'il est encore temps, le massacre des terres agricoles !

Bernard Loup, président du CPTG :

06 76 90 11 62 - ouiauxterresdegonesse@gmail.com www.ouiauxterresdegonesse.fr



Cultiver plutôt que bétonner le
Grand Paris

Sur le triangle de Gonesse, à la place du...

YOUTUBE.COM

Projet CARMA

Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables.
Vous y trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

Consultez nos Communiqués de Presse

<https://ouiauxterresdegonesse.fr/communiqués-de-presse>

FAIRE UN DON

SIGNER LA PÉTITION

**Retrouvez-nous sur internet
et faites-nous connaître dans vos réseaux**



Ce courriel a été envoyé par CPTG Rue Gambetta 95400 Villiers le Bel